



ACTIONS PROGRAMMEES DE RECHERCHE INTERDISCIPLINAIRE SUR LA MÉDITERRANÉE

L'appartenance locale en Méditerranée Relations sociales, droits, revendications (PALOMED)

Porteur de projet :

Isabelle GRANGAUD
chargée de recherche au CNRS, IREMAM, UMR 7310

Aix-en-Provence, 20 avril 2015

SOMMAIRE

1. Résumé

2. Contexte, positionnement et objectifs de la proposition

2.1 Problématique

2.2 État de l'art

2.2 Objectifs et caractère novateur et interdisciplinaire du projet

2.3 Adéquation aux objectifs du LabexMed

3. Programme scientifique et technique, organisation du projet

3.1 Présentation des axes de recherche

3.2 Calendrier des phases du projet

3.3 Stratégie de valorisation

4. Description du partenariat

5. Références bibliographiques

Acronyme du projet : PALOMED

Titre du projet : « L'appartenance locale en Méditerranée. Relations sociales, droits, revendications »

Nom, prénom du coordinateur /Laboratoire de rattachement :

GRANGAUD Isabelle, Institut de Recherches et d'Etudes sur le Monde Arabe et Musulman (IREMAM), UMR 7310, AMU/CNRS

Mots clés : citoyenneté ; communauté politique ; appartenances ; propriété ; confiance ; localité ; institutions ; stratifications sociales ; comparaison ; Méditerranée ; monde musulman ; Maghreb ; Europe méridionale

Disciplines : Histoire, Sciences politiques, Géographie, Sociologie, Anthropologie

Partenaires du périmètre LabexMed :

- Temps, Espaces, Langages, Europe Méridionale, Méditerranée, TELEMME, UMR 7303, AMU/CNRS

Partenaires nationaux hors périmètre LabexMed :

- Centre de Recherches Historiques (CRH) UMR 8558, EHESS/CNRS, Paris
- Institut Français d'Etudes Anatoliennes (IFEA) USR 3131 MAE/CNRS, Istanbul (TURQUIE)
- Institut Français du Proche Orient (IFPO) USR3135, MAE/CNRS, Beyrouth (LIBAN)

Partenaires internationaux :

- Faculté des lettres, des arts et des humanités de la Manouba, Tunis (TUNISIE)
- American University of Cairo, Le Caire (EGYPTE)
- Università degli studi di Roma « LaSapienza », département d'histoire, Rome (ITALIE)
- Università di Torino e Politecnico, Dipartimento Interateneo di Scienze, Progetto e Politiche del Territorio, Turin (ITALIE)

Aide totale demandée : 102.130 €

Experts non souhaités (Nom, prénom, institution) : sans

1. RESUME/SUMMARY

Dans ce programme de recherche nous nous proposons d'explorer l'articulation entre l'affirmation ou l'exercice de droits sur les ressources d'une localité et les formes d'appartenance citoyenne, en Méditerranée. En deçà de la prérogative, plus ou moins affirmée, selon les temps et les lieux, des pouvoirs centraux à définir les droits de citoyenneté et d'appartenance, notre hypothèse est que ces droits se formalisent dans la capacité des individus de faire valoir des inscriptions locales dans des tissus sociaux (famille, travail, voisinage...). Cela nous amène à opérer une mise à distance quant au primat de l'identité, au profit d'une conception contractuelle des modes d'adhésion à la communauté ; et à prendre en compte les conditions dans lesquelles se structure une pluralité de stratifications sociales qui résultent des droits d'accès inégaux aux ressources locales.

Cette perspective impose, dans l'analyse, une attention particulière aux revendications de droits. Nous souhaitons en explorer les modalités en des moments historiques et en des lieux variés du pourtour méditerranéen, de confronter ainsi les époques mais aussi les perspectives disciplinaires, en somme les points aveugles qui encadrent trop souvent contextes chronologiques et traditions disciplinaires. De cette façon, l'objectif est de mettre en regard des approches historiques, sociologiques, géographiques, politologiques et anthropologiques sur des sociétés d'époque moderne ou contemporaines, du nord (Espagne, France, Italie) et du sud (Algérie, Egypte, Israël, Liban, Palestine, Tunisie, Turquie) de la Méditerranée. La comparaison constitue le fil rouge d'un projet soucieux de ne pas s'en tenir à une simple exposition de cas divers mais, par l'attention portée aux ressemblances aussi bien qu'aux différences, d'évaluer les déplacements, en termes de connaissance, qu'une telle approche permet. Cela passe par une réflexion renouvelée quant aux conditions, aux moyens et aux bénéfices d'une telle opération. Pour entreprendre ce travail collectif, enfin, quatre axes en particulier, la *confiance*, la *propriété*, les *institutions* et le *territoire*, constituent les angles d'entrée, non exclusifs les uns des autres, à partir desquels explorer les diverses formes des conditions d'affirmation des droits de l'appartenance.

La construction d'un tel objet dans ces conditions nous paraît être le moyen le plus pertinent de prendre part à un débat très actuel en des termes qui combattent les visions culturalistes et évolutionnistes et entendent leur apporter des alternatives fondées.

In this research programme we propose we propose to explore the relationship between the assertion or exercise of rights in a locality resources and forms of belonging (citizenship), in the Mediterranean world. Beyond well-known prerogatives provided by a political power in specific times and spaces (as in the definition of the rights of citizenship), our hypothesis is that these rights are formalized and ripen in the ability to enforce registration in the local social fabric (family, labor relations, neighborhood ...). Such

an approach makes it possible to separate the question of identity from a rather contractual conception of modes of access to the community. Put simply, it takes into account the conditions under which plural forms of social stratification are structuralized as a result of the unequal rights of access to local resources. This perspective, in our analysis, requires particular attention to different forms of claim to rights. In doing so, we wish to explore different ways of claim-making across time and space in the Mediterranean world. In this way we will confront analytical blind spots that are engendered by geographical or chronological divisions or by traditional disciplinary boundaries. Our aim is to take into account, through historical, sociological, geographical, anthropological and political approaches, the early modern and contemporary societies both in the north (such as Spain, France, Italy) and in the south (Algeria, Egypt, Israel, Lebanon, Palestine, Tunisia, Turkey) of the Mediterranean. Comparative perspective is the common thread of the project, in order to avoid a single exposure of various cases. The project pays attention to similarities as well as differences, assessing the flows in terms of knowledge that such a perspective permits. This requires a renewed reflection on the conditions, means and benefits of such an operation. To undertake this collective work, to explore the various forms of affirmations of right to belongings, four subjects particularly (which are not exclusive of one another) trust, property, *institutions* and territory, constitute the main axes of our approach. Finally, the construction of such an object of research seems to be the most appropriate way to take part in a current debate that challenges culturalist and evolutionary visions and aims to propose more grounded analytical alternatives.

2. CONTEXTE, POSITIONNEMENT ET OBJECTIFS DE LA PROPOSITION

2.1. Problématique

L'inscription dans un tissu social local peut-elle fonder l'appartenance à une communauté politique? Les revendications locales pour définir l'accès à la citoyenneté, ou à certains droits d'une communauté politique donnée, paraissent se multiplier aujourd'hui (mouvement contre les expulsions, vote des étrangers en France, mobilisations locales pour le droit au travail en Tunisie, etc.). Villes, collectifs de voisins, associations de parents, se retrouvent à la pointe de mobilisations sociales pour faire reconnaître à l'échelle nationale des droits qui ont été octroyés par l'usage et les pratiques sociales à l'échelle locale. Cette actualité est pour partie le produit de l'attention que, de plus en plus, portent tout à la fois les médias et les sciences sociales à des phénomènes présentés bien souvent comme une conséquence récente de la mondialisation et de la résurgence de nouvelles formes de revendications identitaires. Or, ces mouvements rappellent plus généralement que la définition des frontières de la communauté politique n'a jamais été totalement le monopole de l'État. Bien souvent lorsque les administrations centrales paraissent agir souverainement en matière d'attribution des droits citoyens, elles entérinent au moins en partie des situations d'inscription locale dans des tissus sociaux, façonnée notamment (mais non exclusivement) par les relations familiales le voisinage, la formation, le travail etc. Plutôt qu'une analyse en termes identitaires, ces

revendications demandent à être abordées sous l'angle des *droits* conférés, construits, suscités par l'insertion dans un espace social donné. *Ainsi, par appartenance on entendra les registres auxquels se réfèrent les individus pour faire valoir leur inscription localisée dans la communauté politique.* Posé en ces termes, la dimension conjoncturelle et située de ces manifestations mérite d'être reconsidérée ; elle appelle une analyse pouvant tout à la fois embrasser le temps long et prendre en compte des espaces politiques et culturels différents dans une perspective comparative.

Ce projet se propose d'explorer le poids des liens sociaux, localement inscrits, dans la construction des droits d'appartenance à un espace politique, une communauté, une ville, un État, un Empire, au sud comme au nord de la Méditerranée. Il entend mener l'analyse en privilégiant une interdisciplinarité tout à la fois attentive à restituer les processus sur la longue durée (diachronie) et à en apprécier la pertinence à l'aune de la comparaison (synchronie). Placer le curseur au niveau de la construction des liens sociaux pour évaluer les modalités d'affirmation - de revendication - des droits de l'appartenance constitue en effet un angle d'attaque qui permet d'emblée la comparaison entre des sociétés historiquement, politiquement et culturellement très différentes. Une telle approche permet de mettre en regard des pratiques, des actions, des revendications qui, par delà des configurations institutionnelles apparemment incomparables, construisent des objets dont on peut rendre compte des convergences sans pour autant écraser, ou gommer les différences. En retour, c'est à l'approfondissement de la réflexion autour des conditions de la comparaison et de sa capacité à nourrir notre objet, qu'invite la mise en forme de ce programme de recherche.

2.2. État de l'art

L'état de l'art autour de l'appartenance locale montre que le renouvellement de la problématique est assez récent et qu'il en a profondément transformé les termes.

En effet, la communauté politique a été longtemps considérée par les historiens aussi bien que par les sociologues à l'aune principale de l'entité contemporaine qu'est l'Etat. La genèse de celui-ci, a été différemment perçue. Pour les uns, partisans de la « communauté naturelle », l'Etat nation fut le fruit d'un élargissement des petites communautés, fondées sur les liens primordiaux constitués par la famille, l'ethnie, la langue et/ou l'identité religieuse, à la faveur du développement de l'appareil étatique permettant de les charpenter en entités politiques (Armstrong, 1982 ; Smith, 1997 ; Gellner, 1989). Pour les autres, au contraire, produit de la modernité, l'Etat nation résulta de la déliquescence de ces liens en contrepartie de l'émergence des Etats modernes tout aussi bien que des nouvelles conceptions de la communication donnant naissance à des « communautés imaginaires » (Anderson, 1993 ; Hobsbawm, 1992).

Dans les deux cas, c'est à l'aune de prémisses identitaires qu'étaient renvoyés les fondements communautaires. Et c'est essentiellement à travers la capacité de l'Etat à façonner des droits et des statuts, et aux communautés locales d'y souscrire, de s'y identifier ou d'y résister, qu'a été interprétée l'émergence des configurations politiques modernes.

Cette conception a hanté l'historiographie de l'ensemble des régions méditerranéennes. En Europe, elle s'est matérialisée par l'opposition entre pratiques sociales (renvoyant aux

communautés) et règles de loi (associées à l'Etat) et par l'instruction de la longue histoire de la progressive mise en ordre des premières par les secondes (Sahlins, 2004 ; Dubost et Sahlins, 1999 ; Wells, 1995). De leur côté, les études orientalistes ont nié toute existence de la cité dans les sociétés musulmanes. L'historiographie de l'Empire ottoman s'est focalisée sur les formes prises par l'action des pouvoirs provinciaux et impériaux pour organiser les populations en groupes ethniques et religieux (à travers le système dit des *millet*) et pour imposer un ordre étatique face aux coutumes locales persistantes dont la période des Tanzimat apparaissait comme le point d'orgue (Gerber, 1998 ; Braude, 1982 ; Campos, 2005 ; Inalcik et Quataert, 1994 ; Barkey, 2008). Tandis qu'au Maghreb la théorie segmentaire a été largement mise à contribution pour scruter les dimensions ethniques et religieuses des communautés autonomes, en forgeant le fameux diptyque « bled makhzen/bled siba » distinguant l'ordre de l'Etat de l'ordre tribal, c'est, en Orient, au prisme réinventé de la *'asabiyya* khaldounienne et des solidarités communautaires que ces rapports furent envisagés (El-Azmeh, 1982 ; Seurat, 1989 ; Picard, 2006). Largement redevable des approches anthropologiques et du projet nationaliste, c'est encore cette même conception qui a dominé les travaux de sciences politiques qui ont porté leur attention sur les rapports conflictuels initiés par les oppositions ethniques ou religieuses à l'intérieur des Etats nations.

Depuis quelques années un certain nombre de critiques ont été portées à ce modèle construit sur l'opposition entre communauté identitaire et Etat légal et ont contribué à renouveler l'approche des ressorts au fondement de l'appartenance locale. Ces critiques ont d'abord œuvré à la remise en cause de la dimension progressive de l'imposition de l'Etat et de sa loi, en montrant qu'en lieu et place de cette perspective évolutionniste, la coexistence et les articulations plutôt que la simple juxtaposition étaient de mise, aussi bien hier qu'aujourd'hui. Partant, le prisme de la prééminence de l'Etat s'avérait être le fruit d'une vision téléologique trompeuse.

Des études historiques récentes ont également mis en perspective les dimensions contractuelles plutôt qu'identitaires de la formalisation des communautés et ainsi transformé les conditions de leur observation : c'est non pas à partir des catégories ethniques, linguistiques, ou religieuses qu'il faut l'aborder, mais bien en considération des droits par lesquels les individus s'autorisent à prendre part aux ressources en partage (Herzog, 2003 ; Torre, 2011). Cette perspective a permis de saisir en des termes nouveaux les conditions par lesquelles s'affirmaient localement les stratifications sociales, que ni la hiérarchie économique, ni même celle des statuts sociaux formels ne permettaient d'expliquer entièrement. Ainsi ce que recouvre au Maghreb la condition de « *baldî* » (Henia, 2003 ; Bargaoui, 2008) ou en Europe celle de « bourgeois » (Cerutti, 2012, 15-16) s'est trouvé éclairé par une attention soutenue portée aux droits associés à l'insertion dans une communauté locale. De la même façon, l'étude des enjeux de la mobilité dans les sociétés d'Ancien régime ou encore de la condition d'étranger, ont montré des acceptions bien différentes de celles en usage aujourd'hui et qui ne pouvaient être comprises qu'en regard des dimensions contractuelles de l'appartenance locale et des droits qui lui étaient associés (Cerutti, 2012).

Dans les sociétés modernes orientales, le renouveau des études autour de la propriété et de sa transmission ont mis au jour les modalités par lesquelles se formalisaient des communautés autour des droits partagés (Ghazaleh, 2010 et 2011 ; Mundy, 1995). Du Maghreb à l'Anatolie,

les études à l'échelle du quartier (tout comme du village), ont mis en cause les conceptions qui en faisaient une construction étatique et/ou ethnique et ont reconstitué les dimensions juridiques et sociales par lesquelles le voisinage, et les droits qui lui étaient associés dessinaient des espaces communautaires institutionnalisés et reconnus (Canbakal, 2004, Tamdogan, 2004, 2005 ; Grangaud, 2009, 2010). Ces perspectives éclairent, du même coup, la nature des formes de solidarité, fort vivantes, qui se jouent aujourd'hui de Fès à Istanbul et, dont certains observateurs font l'hypothèse qu'elles ont joué un rôle considérable à Tunis, au Caire ou à Misrata, en Libye, dans la dynamique des révolutions arabes depuis 2011.

De même aujourd'hui, la défense du « droit à la ville » (Harvey, 2011 ; Berry-Chikhaoui et Deboulet, 2001 ; Berry-Chikhaoui, Deboulet et Roulleau-Berger, 2007) et les revendications qu'elle suscite, sont l'occasion de mobiliser un ensemble de registres dont l'étude a signalé la mobilisation de ressources locales, nourries par l'expérience des liens sociaux, aussi bien que la formalisation de nouveaux langages pour dire l'appartenance à la ville (Zaki, 2005 ; Singerman, 2009). Plus largement, on assiste à un renouveau des travaux sur les communautés locales analysant les modalités de transformation des formes d'appartenance politique à travers les revendications de droits sociaux (Ben Nefissa et Destremau 2011). En changeant d'échelle, par-delà le spectre des études portant sur le moment colonial, la situation palestinienne a constitué pour la sociologie politique un poste d'observation remarquable pour poursuivre la réflexion sur la question nationale à l'aune d'enjeux localisés autour des droits – ou leur suspension - liés à l'appartenance (Hanafi, 2010).

Cet état de l'art montre de quelle façon le renouvellement de la question autour des communautés politiques a été profond. Il souligne tout l'intérêt d'une approche du local et des relations sociales articulée à la revendication des droits pour rendre compte des enjeux et des conditions de l'appartenance. En même temps, les apports de ce renouvellement mettent en perspective les rapprochements qu'il est possible d'opérer à partir de terrains et d'époques variés. Il autorise une approche à la fois comparative et pluridisciplinaire de réalités qui longtemps sont apparues comme confinées dans leurs spécificités historiques et culturelles, voire disciplinaires.

2.3 : Objectifs et caractère novateur et interdisciplinaire du projet

L'objectif de ce projet est de dégager des pistes pour repenser la citoyenneté en Méditerranée, en la désincrustant des essentialisations culturelles, des épistémè disciplinaires, et des traditions historiographiques. L'attention portée à la capacité des liens sociaux à constituer les fondements de revendications de droits d'accès aux ressources locales, permet d'appréhender les enjeux de la citoyenneté à la fois en des termes larges et non anachroniques et qui ne se laissent pas enfermer dans les catégories souvent ethnocentriques produites par la philosophie politique. De cette façon, l'originalité de ce projet réside dans sa capacité à faire dialoguer, à partir de terrains très variés et d'époques différentes, et sans perdre des spécificités des terrains d'analyse, des conditions d'affirmation citoyenne formalisées par l'inégal droit d'accès aux ressources locales

Le caractère novateur du projet repose sur deux piliers:

L'interdisciplinarité comme méthode critique

Dans ce projet, *l'interdisciplinarité a avant tout une dimension heuristique et une portée critique dans la mesure où elle permet, par déconstruction des modèles établis et des grands récits, d'élaborer un questionnaire commun par delà la spécificité des approches disciplinaires et la diversité des terrains*. De tels croisements sont à l'origine d'une série de déplacements au cœur du projet : de même qu'au terme connoté (sans compter ses acceptions variées selon les époques) de « citoyenneté », on préférera « appartenance » ; plutôt que de ne considérer que les seuls droits politiques, on élargira l'enquête à une variété de droits d'accès aux ressources locales ; plutôt que de ne considérer que les statuts formels inhérents au « citoyen » on sera attentifs aux formes de « revendications de droits ». A partir de cette lecture partagée de nos terrains respectifs, il s'agit de faire émerger des enjeux communs de savoir qui dépassent la fragmentation disciplinaire, les spécificités culturelles et les récits téléologiques.

Un comparatisme soucieux des spécificités locales

La caractéristique de ce projet est qu'il emprunte délibérément la voie de la comparaison en mettant en regard une pluralité de situations, d'expressions et de processus, dans l'espace et le temps, sans *dissoudre les spécificités locales dans un objet unique et construit en amont de la recherche*. La comparaison ici défendue est appréhendée comme une arme tant à l'encontre des perspectives culturalistes et civilisationnelles que des lectures téléologiques ou encore anachroniques des processus à l'analyse. *La diversité des situations et des configurations locales considérées constitue un levier critique pour nourrir et affiner nos catégories d'analyse, mais encore pour affronter le sens des différences dans la construction de nos objets*.

Les **résultats attendus** répondent aux principaux objectifs que nous sommes fixés.

La publication d'un **dictionnaire (papier et en ligne) consacré aux "Mots de l'appartenance en Méditerranée"** voudrait être un outil à destination d'un large public, à la fois chercheurs, enseignants, étudiants, et public éclairé. L'objectif d'un tel ouvrage est de restituer le travail critique que nous aurons effectué. Il s'agira de montrer la dimension heuristique des déplacements que l'on opère pour aborder les enjeux de la citoyenneté ; de restituer une approche critique des concepts traditionnellement employés pour traiter de ces questions et les difficultés liées à leur migration d'un champs disciplinaire ou d'une aire culturelle à l'autre. Ce dictionnaire visera aussi à monter la richesse heuristique des approches défendues dans ce projet et à faciliter leur intégration par la communauté scientifique et les personnes intéressées au débat public.

La publication d'un **ouvrage collectif recueillant une sélection d'études de cas**, menées par les membres de projet, permettra de déployer une série d'analyses mettant en regard, face à des ressources locales spécifiques, et intrinsèques à l'époque et au lieu étudiés, une série d'enjeux comparables autour des conditions de revendications ou d'affirmation des droits pour y accéder. Destiné à un public de chercheurs et d'étudiants avancés, un tel ouvrage cherchera à

montrer la manière dont un comparatisme fécond peut constituer une voie originale pour répondre aux questions soulevées aujourd'hui par l'histoire globale et l'histoire connectée.

2.4 Adéquation aux objectifs de LabexMed

Ce projet s'inscrit dans les objectifs du LabexMed de quatre façons différentes:

1. Par sa problématique, *ce projet développe l'un des axes de recherche prioritaire du LabexMed, à savoir "États, droits, appartenances"*. La question de l'appartenance, redéfinie à partir des droits d'accès aux ressources locales, permet en effet d'interroger à nouveaux frais les modalités des constructions politiques et de leurs adhésions citoyennes sur le pourtour méditerranéen. De l'urgence de déconstruire les a priori culturel et disciplinaire vient le souci de bâtir un questionnaire commun pour comprendre les enjeux liés à la citoyenneté et à l'appartenance locale en Méditerranée.
2. Par sa méthode, ce projet a placé *au cœur de sa démarche l'impératif interdisciplinaire, comparatif et diachronique*.
3. En termes de valorisation, ce projet cherche à *mettre à profit toutes les ressources offertes par les digital humanities* de manière à donner le maximum de visibilité à nos recherches, à favoriser l'assimilation de ces problématiques dans la communauté scientifique, et à permettre le transfert des résultats dans le débat public.
4. En termes de structuration de la recherche, ce projet s'appuie sur *un large réseau de chercheurs des deux rives de la Méditerranée*. Il vise à inscrire durablement ces collaborations dans le paysage scientifique en développant notamment des partenariats solides avec les universités des rives sud et orientale du bassin méditerranéen.

3. PROGRAMME SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE, ORGANISATION DU PROJET

3.1 Présentation des axes de recherche

AXE 1: CONFIANCE

Responsables: Sami BARGAOUI & Isik TAMDOGAN

Objectif: Un premier axe s'intéressera à la construction des relations de confiance par le relais desquelles se revendiquent ou s'affirment les droits de l'appartenance. D'un côté, non seulement les institutions judiciaires ou notariales, mais aussi les formations aussi différentes que le quartier, le voisinage, les groupes de pairs, apparaissent en effet comme des figures potentielles de "garants" ; de l'autre la relation complexe au crédit dans ses acceptions morales ou plus matérielles, sont autant de voies pour saisir comme se construisent les liens sociaux. L'analyse des dimensions institutionnelles de formations sociales dotées de droits et en mesure

d'en attribuer a toute sa place dans un groupe de recherche travaillant à la mise en perspective des droits d'appartenance articulés aux liens sociaux.

AXE 2: PROPRIÉTÉ

Responsables: Simona CERUTTI, Pascale GHAZALEH & Renata AGO

Objectif: Un second faisceau de questions entend se concentrer plus spécifiquement sur l'ensemble des enjeux relatifs à la propriété et les droits qui lui sont associés. L'un des ressorts les plus importants dans la définition des droits de l'appartenance est en effet l'accession à la propriété. Les droits à la propriété constituent des revendications intimement articulées au droit d'appartenir à une communauté politique donnée. Inversement, l'inégale capacité d'accéder aux droits de propriété, ou de les transmettre, charpente les conditions et les hiérarchies sociales. L'objet de la comparaison sera dans ces conditions les processus d'attribution, de revendication ou de gestion des droits de propriété et la façon dont ils donnent forme aux liens sociaux (famille, parentèle, communauté, territoire, etc.) qui les soutiennent. L'ensemble des questions ainsi déployées à partir des droits de/à la propriété, envisagé dans un large spectre spatial et temporel paraît adapté pour interroger plus largement, de manière comparative, les modalités de l'appartenance.

AXE 3: INSTITUTIONS

Responsables: Myriam CATUSSE & Isabelle GRANGAUD

Objectif: Une troisième série de questions voudrait explorer les usages des institutions et le rôle qui leur est attribué dans les processus d'enracinement. Souvent, c'est au regard des catégorisations et des assignations imposées par les institutions que celles-ci ont été considérées. Cependant l'analyse des revendications de droits de l'appartenance en signale une acception plus complexe. D'une part, les usages qui sont faits des institutions les montrent agissantes dans les processus de production des liens sociaux. Elles apparaissent en effet centrales dans la stabilisation « des relations sociales » et dans la création de relations de confiance. Enfin, l'analyse du fonctionnement des institutions, y compris les plus formelles, peut constituer le moyen de voir de quelle façon se formalise le poids des relations sociales dans la construction des catégories identificatoires qui les gouvernent.

AXE 4: TERRITOIRES

Responsables: Thomas GLESENER & Antonio STOPANI

Objectif: Un dernier axe voudrait questionner l'articulation entre les droits de l'appartenance et le territoire. Pendant longtemps, les traditions disciplinaires ont tenu la localité pour une unité naturelle façonnée par des liens primordiaux entre les individus. Or, à la lumière des droits de l'appartenance, elle apparaît plutôt comme un espace instable dont les limites sont constamment redéfinies par les revendications d'accès aux ressources locales. Profondément conflictuelle, l'affirmation de communautés d'ayant-droits mobilise et façonne des territoires locaux, tout autant qu'elles définissent des sujets locaux. Cependant, dans bien des cas, les territoires que façonnent ces revendications ne sont pas continus ou contigus, mais relèvent d'espaces trans-locaux (diasporas) ou supra-locaux (communauté spirituelle ou virtuelle).

L'enjeu consiste donc à montrer que le local n'est pas une échelle territoriale donnée a priori mais qui se construit autour de l'accès aux ressources.

3.2. Calendrier des phases du projet

Voir page suivante.

3.3. Stratégie de valorisation

La stratégie de valorisation de ce projet vise à sensibiliser un large public à ces nouvelles approches sur l'étude de la citoyenneté en Méditerranée. Au-delà des cercles des chercheurs en sciences sociales, il s'agit d'atteindre les enseignants, les étudiants et les milieux associatifs engagés dans le dialogue méditerranéen. Quatre directions sont privilégiées :

-*Digital humanities*. La création d'un carnet de recherche, la création d'une base bibliographique thématique, le dépôt des textes sur HAL et la mise en ligne du dictionnaire « Les mots de l'appartenance en Méditerranée » sont les principales actions à mener pour permettre la diffusion de nos travaux en ligne.

-*Publications*. Deux dossiers thématiques seront présentés dans deux revues classées A (INT1) par l'ESF : *Genèses. Sciences sociales et histoire* (4^e trimestre 2016) et *Quaderni Storici* (4^e trimestre 2017). En outre, à l'issue du programme sera publié un ouvrage collectif reprenant une sélection des contributions les plus significatives, ainsi que le dictionnaire mentionné ci-dessus, en français et en anglais.

-*Formation*. Pour permettre l'assimilation de ces questions par les nouvelles générations de chercheurs, en particulier au sud de la Méditerranée, un atelier doctoral international, financé par le GDRI Apocope, sera organisé à Tunis durant l'été 2016.

-*European Research Council*. Les financements GDRI et Aprimed doivent permettre à ce consortium de chercheurs de se structurer davantage afin d'être en mesure de répondre aux appels à projet de l'ERC à l'horizon 2017.

4. DESCRIPTION DU PARTENARIAT

La configuration formée par les partenaires de ce projet recoupe le réseau des institutions associées dans le programme du Groupement de recherche international « appartenance locale et communauté politique ». Ce réseau associe à trois laboratoires sur le territoire français (l'IREMAM, TELEMME et le CRH) une IFRI (IFEA, Istanbul) et trois institutions étrangères (La Manouba de Tunis, l'Université américaine du Caire et la Sapienza de Rome). Cette configuration initiale est cependant élargie, dans le cadre de ce projet, à deux autres laboratoires dont l'insertion ne fait qu'appuyer plus fermement encore la dimension pluridisciplinaire du partenariat d'ensemble. Il s'agit du laboratoire de Sciences et Politiques du Territoire (Université de Turin – Ecole Polytechnique de Turin) et de l'IFRI Institut français du Proche-Orient, basé à Beyrouth. Ce partenariat institutionnel élargi rassemble dans tous les cas des chercheurs qui tous sont associés au GDRI.

Ce partenariat, par les chercheurs qu'il mobilise, présente une envergure méditerranéenne conséquente : il autorise à envisager de mettre en regard un ensemble de terrains de recherche qui couvrent au nord l'Espagne, l'Italie et la France et au sud l'Algérie, l'Egypte, le Liban, la Tunisie et la Turquie. Il rassemble des chercheurs d'horizons disciplinaires divers, avec des travaux d'histoire, de géographie, de sociologie et de politologie. A cette complémentarité spatiale et disciplinaire répond par ailleurs une expérience avérée de la recherche en commun de l'ensemble des chercheurs autour des enjeux des droits de l'appartenance, dont le GDRI est la dernière et récente expression.

Le premier noyau de ce groupement a été constitué par la dynamique opérée depuis plusieurs années autour d'un séminaire (à EHESS, Paris) consacré à l'appartenance locale à l'époque moderne dans une perspective comparative entre Maghreb, Europe et Anatolie. C'est au sein de ce premier groupe qu'ont été conçues les conditions d'une recherche collective mettant ensemble des univers historiquement et culturellement divers, dont la problématique élaborée permettait une réflexion sur la nature des différences à la lumière de rapprochements. Une étape importante a été la tenue d'un colloque international en octobre 2010 à Tunis, « Propriété et appartenance locale », organisé conjointement par Sami Bargaoui (Tunis), Simona Cerutti (Paris) et moi-même, dont les actes seront édités d'ici juin 2015. Ce dernier a été l'occasion d'un premier élargissement, avec l'ouverture sur les XIX-XXème siècles et le moment colonial, d'une problématique jusque là élaborée à partir d'expériences de l'époque moderne. Cette ouverture a mis en perspective l'intérêt de déployer la question de l'appartenance locale sur la longue durée, intégrant époques moderne et contemporaine.

C'est, plus récemment, dans une perspective résolument pluridisciplinaire que le même thème a fait l'objet de la mise en place, par Thomas Glesener et moi-même d'un projet élaboré dans le cadre de l'un des Ateliers de recherches interdisciplinaires (ATRI), intitulé « États, Droits, appartenances » du LabexMed (Aix-en-Provence). Ce projet, « Le droit d'appartenir », porté par une équipe de chercheurs et doctorants aixois fédérant plusieurs laboratoires abordait la question des droits associés à l'appartenance locale à l'appui d'une

perspective comparative menée à la fois par des historiens modernes et contemporains, des sociologues, des juristes et des politologues.

Le groupement issu de l'articulation de ces initiatives s'est une première fois réuni dans le cadre d'un colloque organisé à Aix-en-Provence en janvier 2014, « Catégories d'appartenance : condition d'observation et démarches d'analyse » qui a été l'occasion de définir les modalités conceptuelles de l'interdisciplinarité du projet articulé à la variété des objets et terrains de recherche. Un deuxième colloque « les droits de l'appartenance : les personnes et les choses » qui s'est déroulé à Istanbul les 13 et 14 décembre 2014, a permis de mettre à l'épreuve l'hypothèse que les choses loin d'être inertes ou neutres ont des effets dans la création des liens sociaux par lesquels se revendiquent ou s'affirment les droits d'appartenance ; un thème, celui de la propriété, qui s'avère à nouveau être central dans la construction de notre objet.

Ces différentes manifestations témoignent de la vigueur et de la cohérence d'une équipe qui rassemble, par-delà l'armature institutionnelle formelle, un réseau large de chercheurs, et qui, autour de la thématique des droits de l'appartenance, réunit des travaux à l'envergure résolument internationale et pluridisciplinaire.

5. REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- AGMON, Iris, *Family and Court: Legal Culture and Modernity in Late Ottoman Palestine*. New York: Syracuse University Press, 2006.
- AL SAYYAD Nezar, *Cities and Caliphs: On the Genesis of Arab Muslim Urbanism*, New York, Greenwood Press, 1991.
- ANDERSON Benedict, *L'imaginaire national. Réflexions sur l'origine et l'essor du nationalisme*, Paris, La Découverte, 1993 (1^o éd. en anglais, 1983).
- ARMSTRONG John A., *Nations before Nationalism*, Chapel Hill, University of North Carolina Press, 1982.
- AYUBI Nazih, *Overstating the Arab State. Politics and Society in the Middle East*, Londres, IB Tauris, 1995.
- BARGAOU Sami, « Le baldi, entre histoire et droit », *Itinéraire d'un historien et d'une historiographie. Mélanges offerts au Pr. M. H. Chérif*, Tunis, 2008.
- BARKEY Karen, *Empire of Difference : The Ottomans in Comparative Perspective*, Cambridge, Cambridge University Press, 2008.
- BAYART Jean-François (dir.), *La greffe de l'Etat*, Paris, Karthala, 1996.
- BEIK William, *Absolutism and Society in Seventeenth Century France. State Power and Provincial Aristocracy in Languedoc*, Cambridge, Cambridge Univ. Press, 1985.
- BEN NEFISSA Sarah et DESTREMAU Blandine (dir.), *Protestations sociales, révolutions civiles. Transformation du politique dans la Méditerranée arabe*, Paris, Revue Tiers-Monde, hors-série numéro 2, Armand Colin, mai 2011.
- BERRY-CHIKHAOUI Isabelle et DEBOULET Agnès (dir.), *Les compétences des citoyens dans le monde arabe : penser, faire et transformer la ville*, Paris, Karthala, 2001.
- BERRY-CHIKHAOUI Isabelle, DEBOULET Agnès et ROULLEAU-BERGER Laurence (dir.), *Villes internationales. Entre tensions et réactions des habitants*, La découverte, 2007.
- BIEN David D., « Offices, Corps, and a System of State Credit: the Uses of Privilege under the Ancient Régime », in K.M. BAKER (ed.), *The French Revolution and the Creation of Modern Political Culture, vol. I. The Political Culture of the Old Régime*, Oxford, Pergamon Press, 1987, pp. 89-114.
- BRAUDE Benjamin, « Foundation Myths of the Millet System », in B. BRAUDE et B. LEWIS, eds. *Christians and Jews in the Ottoman Empire. The Functioning of a Plural Society* (vol. I. The Central Lands), New York, Holmes & Meier Publishers, Inc., 1982, p. 69-88.
- CAMPOS Michelle, « Between 'Beloved Ottomania' and 'the Land of Israel': The Struggle over Ottomanism and Zionism among Palestine's Sephardi Jews, 1908-1913 », *IJMES*, 37, 2005, p. 461-483.
- CANBAKAL Hülya, « Some Questions on the Legal Identity of neighbourhoods in the Ottoman Empire », *Anatolia Moderna Yeni Anadolu*, X, 2004, pp. 131-138.
- CERUTTI Simona, *Etrangers. Etude d'une condition d'incertitude dans une société d'Ancien Régime*, Paris, Bayard, 2012, p. 15-16.
- DESCIMON Robert, « Milice bourgeoise et identité citadine à Paris au temps de la Ligue », *Annales E.S.C.*, 48 (4), 1993, p. 885-906.
- DOUMANI Beshara B., *Rediscovering Palestine: Merchants and Peasants in Jabal Nablus, 1700-1900*, Berkeley, UC Press, 1995.
- DUBOST Jean-François et SAHLINS Peter, *Et si on faisait payer les étrangers? Louis XIV, les immigrés, et quelques autres*, Paris, Editions Flammarion, 1999.
- EL-AZMEH Aziz, *Ibn Khaldun, An Essay in Reinterpretation*, Londres, F. Cas, 1982.
- ERGANE Bogaç A., *Local Court, Provincial Society and Justice in the Ottoman Empire: Legal Practice and Dispute Resolution in Çankırı and Kastamonu (1652-1744)*. Boston and Leiden: Brill, 2003.
- FAVIER Agnès (dir.), *Municipalités et Pouvoirs locaux au Liban*, CERMOC, Beyrouth, Cahiers du CERMOC n°24, 2001.
- GELLNER Ernest, *Nations et nationalisme*. Payot, Paris 1989 (1^o éd. en anglais, 1983).
- GERBER Haim, « 'Palestine' and other Territorial Concepts in the 17th Century », *IJMES*, 30, 4, November 1998, p. 563-572.
- GHAZALEH Pascale, *Fortunes urbaines et stratégies sociales. Généalogies patrimoniales du Caire, 1780/1830*, Le Caire, IFAO, 2010.
- GHAZALEH Pascale (ed.), *Held in Trust. Waqfs in the Islamic World, Cairo/New York*, The American University in Cairo Press, 2011.
- GRANGAUD Isabelle, « Hawma », in L. COUDROY de Lille, J.-Ch DEPAULE, B. MARIN et Ch. TOPALOV, (dir./eds.), *L'aventure des mots de la ville à travers le temps, les langues et les sociétés*, Paris, Robert Lafont (Bouquin), 2010, p. 573-576.
- GRANGAUD Isabelle, « Masking and Unmasking the Historic Quarters of Algiers: The Reassessment of an Archive » in C. Z. CELIK and J. CLANCY-SMITH (ed.), *Walls of Algiers: Peoples, Images, and Spaces of the Colonial and Postcolonial City*, Getty et University of Washington Press, 2009, pp. 179-192.
- GRANGAUD Isabelle, *La ville imprenable. Une histoire sociale de Constantine au 18e siècle*, Paris, Editions de l'Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales, 2002.
- HACHEMAOUI Mohammed, « La représentation politique en Algérie entre médiation clientélaire et prédation (1997-2002) », *Revue française de science politique*, 2003/1, pp. 35-71.
- HANAFI Sari (ed.), *State of Exception and Resistance in The Arab World*, Beyrouth, Center for Arab Unity Studies 2010.
- HARDING Robert, *Anatomy of a power Elite. The Provincial Governors of Early Modern France*, New Haven/Londra, Yale Univ. Press, 1978.
- HARVEY David, *Le capitalisme contre le droit à la ville : néolibéralisme, urbanisation, résistances*, Paris, ed. Amsterdam, 2011
- HASTINGS Adrian, *The Construction of Nationhood. Ethnicity, Religious and Nationalism*, Cambridge University Press, 1997.
- HENIA Abdelhamid, « Représentations sociales de la richesse et de la pauvreté à Tunis aux XVIII^e-XIX^e siècles », in J.-P. PASCUAL (dir.) *Pauvreté et richesse dans le monde musulman méditerranéen*, Paris, Maisonneuve et Larose, 2003.

- HERZOG Tamar, *Defining Nations. Immigrants and Citizens in Early Modern Spain and Spanish America*, New Haven-London, Yale University Press, 2003.
- HOBBSBAWM Eric, *Nations et nationalisme depuis 1780 : programmes, mythe et réalité*, Paris, Gallimard, 1992 (1^o éd. en anglais, 1990).
- INALCIK Halil et QUATAERT Donald (ed.), *An Economic and Social History of the Ottoman Empire, 1300-1914*, Cambridge, Cambridge University Press, 1994
- LEGRAIN Jean-François, *Les Palestines du quotidien. Les élections de l'autonomie, janvier 1996*, CERMOC, Beyrouth, Cahiers du CERMOC, 1999.
- MANSOURI Saber, *Athènes vue par ses métèques (Ve-IVe siècles av. J-C.)*, Paris, Tallandier, 2011.
- MIGDAL Joel S., *State in Society : Studying how States and Societies Transform and Constitute one Another*, Cambridge, Cambridge University Press, 2001.
- MUNDY Martha, *Domestic Government, Kinship, Community and Polity in North Yemen*, London/New-York, B. Tauris, 1995.
- NIRENBERG David, *Violence et minorités au Moyen Age*, Paris, PUF,
- PEIRCE Leslie, *Morality Tales: Law and Gender in the Ottoman Court of Aintab*, Berkeley, Univ. of California Press, 2003.
- PICARD Elizabeth, « Les liens primordiaux, vecteurs de dynamiques politiques », in E. Picard (dir.), *La politique dans le monde arabe*, Paris, Armand Colin, 2006.
- RAYMOND André, « Islamic City, Arab City: Orientalist Myths and Recent Views », *British Journal of Middle Eastern Studies*, Vol. 21, No. 1 (1994), pp. 3-18.
- RIZK KHOURY Dina, *State and Provincial Society in Ottoman Empire : Mosul, 1540-1834*, Cambridge, Cambridge University Press, 1997.
- SAHLINS Peter, *Unnaturally French: Foreign Citizens in the Old Regime and After*, Ithaca: Cornell University Press, 2004
- SCHAUB Jean-Frédéric, *Recherches sur l'histoire de l'Etat dans le monde ibérique : 15^e-20^esiècle*, Paris, Presses de l'ENS, 1993.
- SEURAT Michel, *l'Etat de Barbarie*, Paris, Le Seuil, 1989.
- SIGNOLES Aude, *Municipalités et pouvoir local dans les Territoires palestiniens. Entre domination israélienne et Etat en formation (1993-2004)*, Thèse de doctorat, Université de Paris 1, 2004.
- SINGERMAN Diane (ed.), *Cairo Contested. Governance, Urban Space and Global Modernity*, Cairo-New York, The American University in Cairo Press, 2009.
- SMITH Anthony, *The Ethnic Origin of Nations*, Oxford, Blackwell, 1986.
- TAMDOGAN Isik, « Les relations de voisinage d'après les livres de morale ottomans (XVe-XVIIIe siècles), *Anatolia Moderna* n°X, 2004, p. 167-177.
- TAMDOGAN Isik (dir.) *O bairro (Mahalle) no espaço otomano e na Turquia actual. A cidade de Adana no século XVIII* » dossier de la revue *Ler Historia*, Lisbonne, 2005.
- TAMDOGAN Isik, « Les modalités de l'urbanité dans une ville ottomane », thèse de doctorat (EHESS, Paris), 1998.
- TORRE Angelo, *Luoghi. La produzione di località in età moderna et contemporanea*, Roma, Donzelli Editore, 2011.
- VEGUILLA Victoria, *Politiques du poulpe à Dakhla. Action publique, ressources naturelles et dynamiques sociales*, Aix-en-Provence, thèse de doctorat en science politique, IEP, Université de Provence, 2011.
- VON GRUNEBaum Gustav, « The Structure of the Muslim Town », in *Islam: Essays in the Nature and Growth of a Cultural Tradition*, London, Routledge, 1961, pp. 141-158.
- WELLS Charlotte C., *Law and Citizenship in Early Modern France*, Baltimore-Londres, Johns Hopkins University Press, 1995.
- ZAKI Lamia, *Pratiques politiques au bidonville (Casablanca, 2000-2005)*, thèse de doctorat, IEP de Paris, 2005.